

## Journal de 23 heures

Renaud Girard : « On s'est trompé, on a soutenu une garde présidentielle à un régime qui, ensuite, a commis des massacres. Pourquoi revenir, pourquoi nous enfermer ? »

Christine Ockrent

France 3, 21 juin 1994

[Christine Ockrent :] Et ce soir à Bujumbura, la capitale du Burundi – donc un autre pays limitrophe du Rwanda –, euh, nouvelle manifestation anti-française : 10 000 manifestants tutsi environ.

[**Christine Ockrent interviewe à présent Renaud Girard et Pierre Pradier.**]

**Christine Ockrent** : Renaud Girard, bonsoir. Vous rentrez, vous, du Rwanda [un bandeau blanc "Rwanda l'intervention" s'affiche en haut de l'écran].

**Renaud Girard** : Bonsoir.

**Christine Ockrent** : Vous y êtes allé plusieurs fois, ces dernières semaines, pour le compte du *Figaro* et d'Europe 1. Vous êtes je crois le seul journaliste français à avoir rencontré le chef du Front patriotique rwandais et vous êtes comme lui hostile à cette intervention française. Pourquoi ?

**Renaud Girard** : Euh, j'y suis pas..., j'y suis pas du tout, euh..., pour les mêmes raisons évidemment [sourire]. Mais je considère que c'est pas l'in..., dans l'intérêt de notre pays [une incrustation "Renaud Girard, Le Figaro" s'affiche en bas de l'écran]. Je considère qu'd'abord, qu'elle est tardive parce que j'étais, euh, le 10 avril à Kigali lorsque les parachutistes français étaient là, lorsqu'ils étaient venus pour sauver les Français et les autres Européens. Travail qu'ils ont fort bien fait. Mais les ma..., les massacres se déroulaient

devant leurs yeux et ils ne sont pas intervenus. Alors pourquoi ne sont-ils pas intervenus à ce moment là losqu..., lorsque les massacres commençaient et que les parachutistes français étaient là ? Deuxièmement je la trouve très mal venue cette intervention parce que elle est refusée non seulement par les pays autour, par l'OUA, et par le parti politique qui contrôle déjà les deux tiers du territoire. Or ce parti politique, le FPR, on ne sait pas si ce sont des..., des..., des anges ou des démons. Mais en tout cas ils n'ont pas commis de massacres de manière avérée. Alors que les autres ont massacré. Je pense aussi qu'il y a une double méprise et qu'il ne faut pas se mettre dans ce piège. Double méprise parce que les Hutu croient que les parachutistes français, euh..., vont intervenir pour les sauver alors que le FPR croient que les Français vont venir, euh, pour, euh, les contrer. Or...

**Christine Ockrent** : Les Hutu..., les Hutu, je le précise pour être très clair, c'est donc l'ethnie majoritaire...

**Renaud Girard** : Voilà, 85 %.

**Christine Ockrent** : Euh, qui est plutôt du côté des forces gouvernementales qui perdent du terrain.

**Renaud Girard** : Voilà. Voilà. Donc une double...

**Christine Ockrent** : Et que la France soutenait, euh...

**Renaud Girard** : Donc nous allons aller là-bas, personne va comprendre notre mission. Chacun va attendre quelque chose de..., de..., de différent. Et je crois que, euh, vous savez : "*Errare humanum est, perseverare diabolicum*", c'est diabolique de persévérer dans l'erreur. Nous avons été là-bas en 90. Personne peut nous expliquer aujourd'hui pourquoi nous sommes allés dans cette galère. Pourquoi nous sommes allés intervenir dans une ancienne colonie belge ! Les Français n'ont jamais été au Rwanda ! Ça a été d'abord, euh, une monarchie tutsi, ensuite une colonie allemande, ensuite une colonie belge. Pourquoi est-ce qu'on est allé..., qu'est-ce qu'on est allé faire là-bas ? Bon. On a envoyé jusqu'à 700 hommes. On s'est trompé, on a soutenu, euh, une garde présidentielle à un régime qui, euh, ensuite, a commis des massacres. On..., on se..., on est parti en août 93 pour être remplacé par l'ONU. L'ONU a..., bon, a certes mal fait son..., son travail. Mais pourquoi, euh, revenir, pourquoi nous enfoncer ? Il faut..., on a fait une erreur, il faut la reconnaître. Mais il faut pas la renouveler je crois.

**Christine Ockrent** : Pierre Pradier, euh, bonsoir. Vous êtes vous médecin, président d'honneur de Médecins du monde. On a pu entendre tout à l'heure sur France 2 Bernard Granjon, l'actuel président de Médecins du monde, qui comme d'autres, euh, organisations humanitaires regroupées dans

le comité "Urgence Rwanda", est..., est tout à fait hostile à cette intervention. Et vous, vous êtes plutôt pour. Alors, expliquez-nous cela.

**Pierre Pradier :** Bon d'une part, donc, effectivement, je ne prendrai pas du tout la..., la parole au nom de Médecins du monde [une incrustation "Pierre Pradier, président d'honneur, Médecins du monde" s'affiche en bas de l'écran]. Au contraire, j'ai vu..., il y a là..., le débat, c'est... J'veux dire..., le problème est d'une telle importance qu'il mérite débat. Et que il n'est pas très étonnant que des opinions assez divergentes puissent se faire jour. Moi je crois quand même, au moment où on en est là un p'tit peu en train de faire de la distribution des prix, de la distribution des mauvais points, de tenter de renvoyer chacun à ses responsabilités, je crois que tout ça n'est plus de mise ! Il y a aujourd'hui entre 300, 400, un millier – peut-être plusieurs milliers – de femmes, d'enfants ou de..., de..., de..., de civils qui sont assassinés au quotidien. On n'en est plus maintenant à savoir si comment ou pourquoi les..., ces..., ces..., ces..., ces choses-là sont nées ou se sont développées. Aujourd'hui, faut arrêter ! Vraiment. Une seule urgence : arrêter ces massacres ! Alors est-ce que l'intervention de l'armée..., armée, de la France est le meilleur moyen ? Peut-être même pas ! En tout cas, il faudra bien que quelqu'un aille pour arrêter le bras des meurtriers. Et c'est vrai que, je crois que, et les Français et tout le monde entier aimeraient bien qu'il y ait là une espèce de volonté internationale qui se fasse jour et que d'autres pays que le nôtre puisse faire ce travail là. Il n'empêche : si aujourd'hui et si depuis plusieurs semaines personne ne veut y aller, eh bien alors, malgré l'extrême danger qui..., qui..., que cela comporte, danger politique, malgré les interprétations ou les..., les..., les..., les éventualités de..., de..., de risques, aujourd'hui, pas..., véritablement pas d'état d'âme : il faut arrêter le bras des meurtriers.

**Renaud Girard :** Et..., et une nouvelle fois la France va intervenir dans un pays pour empêcher le FPR de prendre le pouvoir parce que le chef du FPR dit : "Vous m'empêcher d'faire mon boulot". Le FPR, euh, a..., contrôle les deux tiers, euh..., du pays. Pour le moment, euh, il n'a pas prouvé qu'il était anti-démocratique. Euh, il est chez lui, euh, il veut régler ces problèmes. C'est pas lui qui a commencé, c'est, euh..., la garde présidentielle, c'est le régime du Président Habyarimana qui a tué en premier leur propre Premier ministre hutu et les Casques bleus belges. Et on..., euh, on..., on va jouer les gendarmes. Euh, une seconde fois on s'enferme dans l'erreur.

**Pierre Pradier :** Oui, enfin...

**Renaud Girard :** Et les massacres ils ont déjà tous été commis !

**Pierre Pradier :** Pas tous, mais enfin... Je suis assez d'accord. C'est...,

mais quand même : on est devant une entreprise génocidaire. C'est vrai qu'c'est un génocide.

**Renaud Girard** : Oui qui a été faite..., qui est faite.

**Pierre Pradier** : Qui est faite. Qui a été effectivement planifiée.

**Christine Ockrent** : Et qui continue..., qui continue.

**Pierre Pradier** : Oui qui continue ! Car au fur et à mesure que ces troupes, euh, gouvernementales reculent devant l'avancée du FPR, les..., les..., les..., les villages se..., restent pas "Judenrein" mais en tout cas "Tutsirein" ! Il n'est plus un Tutsi vivant ! Je pense que dans la mesure où on peut arrêter cette affaire..., je suis d'ailleurs complètement d'accord sur le fait que il n'est pas question que la France aille mettre son grain de sel pour savoir lequel des deux, euh, partenaires doit gagner. Il semble bien quand même – on le voit depuis plusieurs semaines – que, sans grande presse, le FPR, le Front, est en train de gagner la totalité du pays. C'est vrai que je crois que c'est particulièrement difficile de sauver les populations civiles et ne pas prendre parti entre ces deux..., euh, ces deux, euh..., adversaires. Pourtant c'est le challenge qui nous est laissé. Je pense que d..., effectivement, dès le moment où... un autre pays, voire d'autres pays européens ou au mieux africains accepteraient de..., de..., de..., de faire ce travail à nos côtés, voire qu'on puisse leur passer le relais, c'est quand même je crois le salut de ces populations civiles qui reste notre premier souci. Enfin c'est un souci humanitaire.

**Renaud Girard** : Ah oui un pays africain, des Sénégalais très bien ! Ce sont de remarquables soldats, euh..., nous avons vu là-bas des officiers, euh, sénégalais superbes. Euh, des Sénégalais oui parce qu'ils sont, euh, les bienvenus par, euh, le FPR qui quand même contrôle les deux tiers, euh, du pays. Mais les Français qui d'un..., d'un coup..., qui très facilement auraient pu rétablir la situation le 10 avril lorsqu'ils étaient pas là [sic], eh bien, ils n'ont rien fait. Pourquoi les faire revenir ? Pas eux ! D'autres, les Sénégalais par exemple. Les Anglais pourquoi pas. Mais pas les Français.

**Christine Ockrent** : Mais les Anglais n' veulent pas en entendre parler. Et..., et aucun Européen jusqu'ici sauf un appui logistique, euh, dit-on ce soir, du côté, euh, euh..., de l'Italie, euh..., et de la Belgique. Mais appui logistique seulement.

**Pierre Pradier** : C'est bien cela d'ailleurs le vrai gros problème : c'est que, il n's'agit pas d' partir flamberge au vent, euh, sous..., sous les remparts de..., d'Orléans avec un..., un écran..., un..., un..., un étendard blanc ! Simple-ment, si d'autres voulaient bien être à nos côtés, je pense que les Français et le monde entier en seraient tout à fait contents. Mais jusqu'à présent l'Ita-

lie avait proposé 800 hommes et puis brusquement voilà qu'ils disparaissent, nos amis britanniques également sont restés remarqua..., remarquablement discrets, l'ensemble de la communauté internationale n'a pas du tout envie d'y mettre un demi-doigt !

**Renaud Girard** : Au lieu..., au lieu..., Pierre, au lieu de faire une demi-intervention. Parce que qu'est-ce que c'est ces interventions qu'on annonce à l'avance ? On a jamais annoncé les Kolwezi à l'avance ou les Entebbe à l'avance ! Bon. Au lieu de faire une demi-intervention, il faudrait mieux aujourd'hui réfléchir une fois pour toutes, se dire que maintenant il faut créer une vraie armée internationale de l'ONU qui puisse intervenir dès qu'le secrétaire général le demande. Et au lieu de s'embarquer dans un truc..., dans une sorte de piège, de s'embourber au Rwanda comme on va l'faire, eh bien, il faut mettre nos partenaires du C..., euh..., du Conseil de sécurité au pied du mur, leur dire : "Maintenant, enfin, on fait cette armée de Casques bleus". Et pas une armée de Casques bleus faible. Il y avait au Rwanda lorsque les massacres ont commencé des..., des..., des Bangladeshis qui, euh, en fait n'avaient rien à voir avec la situation du pays, qui étaient là pour gagner une bonne solde en dollars. Et il y avait des Belges qui étaient paralysés car récusés comme ancienne puissance coloniale par les Hutu. Donc, euh, qu'on fasse une armée de Casques bleus puissante, organisée, que l'ONU arrête ses maladresses d'envoyer des..., des Bangladeshis ou des Belges, euh..., au..., au..., au Rwanda. Et que, qu'enfin cette armée de la prévention du..., des génocides et des massacres soit montée, euh, à l'ONU. Voilà c'que la France doit faire.

**Christine Ockrent** : Question précise à l'un et à l'autre puisque vous en revenez et que, encore une fois, les..., le..., les massacres continuent. Le..., le Quai d'Orsay annonçait, euh, y'a quelques jours la mise en place d'un couloir humanitaire. Qu'en est-il sur le terrain ?

**Pierre Pradier** : En tout cas aux dernières nouvelles le couloir à peine ouvert s'était vite rapidement refermé ! L'ensemble de l'aide humanitaire, et en particulier celle que le Quai d'Orsay prévoyait de livrer à Kigali en particulier, reste coincée de l'autre côté de la frontière, sur la frontière ougandaise, sans que aucune pénétration – jusqu'à présent au moins –, euh, ait pu se faire. Et ce malgré les efforts extrêmement louables de fonctionnaires du Quai d'Orsay qui se sont déplacés sur le terrain. Je crois qu'à là-dessus, c'est vrai que probablement c'est une..., une espèce de mesure de rétorsion politique. En tout cas je voudrais revenir sur ce..., sur c'qu'a été dit, sur l'ingérence préventive et la constitution d'un corps permanent armé à la disposition de l'ONU : naturellement, je pense que tous les hommes de bonne

volonté, euh..., sont, euh, en attente et en ardeur. Et je pense que le Parlement européen lui-même aura probablement à a..., peser de tout son poids pour que l'Europe demande la constitution et appuie cette constitution et alimente cette constitution [inaudible].

**Renaud Girard :** Et moi j'voulais revenir sur ce que a dit Christine Ockrent. C'est-à-dire que, effectivement, c'est important : pas un seul kilogramme d'aide humanitaire français [sic] n'est pour l'instant parvenue à, euh..., Kigali. Pas un seul kilogramme alors qu'y'a 4 000 tonnes qui sont débloquées. Parce que le FPR est tellement hostile à la France, à cause de sa politique passée, que le FPR n'accepte pas, n'accepte pas l'aide humanitaire de la France ! Elle [sic] accepte l'aide humanitaire des organisations françaises privées, comme Pharmaciens sans frontières. Ou bien le FPR a accueilli l'initiative de Bernard Kouchner d'ouvrir ce corritaire [sic] humanitaire pour l'échange des, euh, Tutsi et des Hutu d'une zone à l'autre. Qui a commencé d'ailleurs, ça a commencé à marcher puisque, euh, y'a plus d'un millier de Tutsi qui ont pu quitter l'hôtel des Mille Collines et, euh, l'église de la Sainte-Famille. Euh, et, euh, de même Bernard Kouchner a obtenu l'accord du FPR, euh, et de l'état-major rwandais pour, euh, l'évacuation des orphelins de Marc Vaïter – ce Français qui a eu le courage de rester avec ces orphelins le 11 avril dernier. Euh, donc ces efforts privés comme ceux de Bernard Kouchner ou de Pharmaciens sans frontières fonctionnent ! Mais le FPR est tellement hostile, imaginez-vous, tellement hostile à la France qu'il ne veut même pas de l'aide hu..., des camions de l'aide humanitaire française ! Bon...

**Christine Ockrent :** La question de la... Pardon. La question de la fin pour l'un et pour l'autre : vous rentrez, il y a ce décalage évidemment entre c'que vous avez vécu là-bas et... l'état de l'opinion en France. Est-ce que vous pensez que..., que l'opinion publique en France comprend la complexité, comprend en même temps l'enjeu – à cause de ces images atroces, euh, que l'on..., que l'on voit tous les soirs –, à votre avis est-ce que la France est quand même, euh..., malgré sa solitude relative ce soir, dans le droit chemin ?

**Pierre Pradier :** Moi je..., je suis pas sûr que les bons sentiments fassent de la bonne politique, c'est vrai. Il n'empêche que là, on n'en est plus aux bons sentiments, on en est véritablement au génocide. Et c'est vrai que l'en..., les initiatives privées – je pense en effet aux organisations non gouvernementales comme Pharmaciens sans frontières, comme Médecins du monde qui sont sur place et qui..., qui travaillent avec beaucoup d'ardeur – probablement vont y rester. Même si pendant quelques jours ils sont amenés à..., à..., à se remettre

sur une..., sur la frontière de..., pour, euh..., encourir moins de risque. En tout cas je pense que l'opinion française elle sait l'importance de ces massacres. Elle sait aussi, je..., il me semble que tout c'qui pourra être fait à n'importe quel prix, arrêter le génocide [sic]. Même si ça, euh, fait courir des risques politiques.

**Renaud Girard :** Moi je crois, euh, qu'il sort..., il ressort de ce débat que nos buts ne sont pas clairs. Or je pense qu'il ne faut jamais envoyer des soldats sans une mission claire sur le terrain, sans un objectif politique que tout le monde puisse comprendre [il semble lire ses notes]. Et, euh, je crois que là nous avons pas un objectif politique, nous avons pas un terme à cette mission, euh, militaire et nous n'avons pas une mission à nous do..., euh, à donner à nos soldats sur le terrain. Et je crois que c'est le type même d'intervention militaire dangereux.

**Christine Ockrent :** Renaud Girard, Pierre Pradier, merci. Merci pour cette, euh, analyse contradictoire d'un problème bien complexe.